

semble qu'on devrait consentir à la Société Radio-Canada un montant raisonnable parce qu'elle fonctionne un peu différemment, et qu'elle tâche de fournir un service que ne pourrait peut-être pas offrir une entreprise indépendante; mais il est temps, je crois de penser au contribuable en ce qui concerne les revenus qui vont à Radio-Canada et qu'on dépense pour des choses qui, à mon avis, ne sont pas nécessaires dans l'intérêt du pays.

Après avoir examiné rapidement les crédits, j'ai constaté qu'il en coûte plus pour administrer Radio-Canada que pour administrer le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales. Il en coûte plus pour administrer Radio-Canada que pour administrer tout le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Il en coûte presque autant pour administrer Radio-Canada que pour administrer le ministère des Affaires extérieures. Il en coûte quatre fois plus cher pour administrer Radio-Canada que pour administrer le ministère des Pêcheries. Il en coûte plus pour administrer Radio-Canada que pour administrer le ministère de la Justice. Il en coûte plus pour administrer Radio-Canada que pour administrer le ministère des Mines et des Relevés techniques. Il en coûte plus pour administrer Radio-Canada que pour administrer toute la Gendarmerie royale du Canada. Il en coûte plus pour administrer Radio-Canada que pour administrer le secrétariat d'État. Il en coûte plus pour administrer Radio-Canada que pour administrer le ministère du Commerce. Il en coûte plus pour administrer Radio-Canada que pour administrer le ministère de la Production de défense, y compris les sociétés de la Couronne qui en relèvent.

Il est à peu près temps que les Canadiens connaissent une ou deux de ces choses. Il n'est pas étonnant que nous soyons un peu irrités lorsque nous constatons que les contribuables sont appelés à payer le rebut contre lequel mon chef a prévenu le Gouvernement. Qu'on se souvienne que nous continuerons de nous élever contre cette situation, jusqu'à ce qu'on entende notre voix et qu'on tienne compte de nos observations.

Je sais que le ministre n'est pas communiste. Je le sais, mais qu'il se prononce nettement, que le Gouvernement prenne position catégoriquement, en disant au pays que cette sorte de chose va cesser. C'est la meilleure façon d'agir, et en procédant de la sorte, ils obtiendront l'appui des Canadiens réfléchis. C'est sûr. Ils seront admirés pour l'initiative qu'ils auront prise.

Nous allons insister avec la dernière fermeté. Certes j'aime à regarder les étoiles, mais je fais attention à la boue sous mes pieds quand je marche. Voilà toute l'affaire.

Je m'arrête là, monsieur le président, mais ce ne sera pas le dernier mot que j'aurai à dire au cours des années.

M. Barnett: Monsieur le président, comme le député de Macleod, j'aime surveiller la boue à mes pieds, mais non à m'y plonger la figure. A mon avis, le député de Cap-Breton-Sud a parlé avec aménité des assertions du représentant de Peace-River.

M. Blackmore: Il n'a rien dit de très réprensible. N'édifiez pas de mythe. Contrôlez ses paroles au hansom.

M. Barnett: Je dois dire qu'en écoutant hier soir le représentant de Peace-River j'ai été atterré de voir qu'un député pouvait prononcer un tel discours. Je ne puis qu'en conclure que le chef des créditistes, qui est habituellement un homme affable et souriant, a été la victime de sa propre imagination, et je pense que ses observations en ont amplement fourni la preuve.

Il a reconnu au cours du débat, hier soir, qu'il n'avait pas entendu la pièce *We Shall Not Be Moved*, dont il nous a entretenus assez longuement. Je ne l'ai pas entendue non plus, donc nous sommes quittes. Il a dit cependant, quand le ministre lui a posé une question: "Non, mais j'ai un compte rendu des faits". C'est alors que l'honorable député s'est mis en devoir de nous exposer les faits qu'il prétendait connaître. Je l'ai écouté très attentivement, et tout ce qu'il nous a dit, il l'avait recueilli dans les journaux communistes qu'il avait lus.

Je ne croyais pas que le représentant de Peace-River fût si naïf. Depuis fort longtemps j'ai vu des journaux communistes au Canada et j'ai appris par expérience qu'on ne peut pas prendre pour de l'argent comptant tout ce qu'on y lit, ce qu'a bien semblé faire le député de Peace-River d'après les propos qu'il a tenus hier soir à la Chambre. Aussi, ai-je dû penser que le député était victime de sa propre imagination débordante, et je pense qu'on pourrait en dire autant à propos de certaines des déclarations consignées tout à l'heure par le représentant de Macleod.

L'honorable député de Cap-Breton-Sud ayant consigné certains faits au compte rendu à propos de Joe Hill, je ne les répéterai pas. Pour ma part je pense tout simplement avec une foule d'autres ouvriers canadiens que Joe Hill est l'un des premiers martyrs du mouvement ouvrier. Ce n'est pas parce que les communistes essaient aujourd'hui d'en tirer parti que cela va changer la façon de penser de citoyens responsables.